ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.125/2/V
DU 5 SEPTEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, le 27 juillet 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 9 septembre 2011 (*), sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « fixant le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté », a donné l'avis suivant :

(*) Par courriel du 29 juillet 2011.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Interrogé sur la question de savoir si le Ministre de la Fonction publique avait marqué son accord sur le projet, le délégué du ministre a transmis, en annexe à un courriel du 30 août 2011, le document par lequel le Ministre du Budget a marqué son accord sur le projet. Toutefois, même si c'est le même ministre qui exerce les compétences en matière de budget et de fonction publique, l'accord exprès du Ministre de la Fonction publique doit être recueilli de manière à s'assurer que c'est bien en cette qualité également qu'il a agi et que l'administration compétente en matière de fonction publique est intervenue dans l'examen du projet. Il conviendra de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

Examen du projet

Intitulé

D'après son intitulé, le projet fixe le statut du fonctionnaire dirigeant et du fonctionnaire dirigeant adjoint de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté (ci-après : l'Agence). Le projet se borne toutefois à créer, pour ceux-ci, des grades de directeur général et de directeur général adjoint, et d'en déterminer le rang ainsi que l'échelle de traitement.

Ainsi qu'en a convenu le délégué du ministre, il serait approprié de modifier l'intitulé du projet afin de mieux faire ressortir la portée limitée de celui-ci.

Préambule

Alinéa 1er

L'arrêté en projet trouvant un fondement légal spécifique dans les articles 6 et 8, § 2, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté, il n'y a pas lieu de citer également, à titre de fondement juridique, l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles [1]. L'alinéa 1er sera dès lors omis.

Alinéa 2 (devenant alinéa 1er)

À l'alinéa 2 (devenant alinéa 1er), au lieu d'écrire « article 6 ; », il convient d'écrire « articles 6 et 8, § 2 ; ».

Alinéas 3 et 4

L'arrêté royal du 22 décembre 2000 cité à l'alinéa 3 ne procure pas de fondement juridique au projet et n'est ni modifié ni abrogé par celui-ci. L'alinéa 3 sera dès lors également omis [2].

La même observation vaut pour l'arrêté du 11 décembre 2008 cité à l'alinéa 4. Cet alinéa sera également omis.

Alinéas 6 à 9 (devenant alinéas 3 à 6)

À l'alinéa 9 (devenant alinéa 6), au lieu d'écrire « l'avis de l'Inspection des Finances », il convient d'écrire « l'avis de l'Inspecteur des Finances ».

Les alinéas 6 à 9 (devenant alinéas 3 à 6) seront complétés avec les dates des avis visés ainsi qu'avec la date et le numéro du protocole du comité de secteur XV.

Les formalités accomplies seront citées dans l'ordre chronologique dans lequel elles ont été accomplies, en commençant par la plus ancienne [3].

---

[1] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 23.1.b).

[2] *Ibid.*, recommandation n° 29.

[3] *Ibid.*, recommandation n° 34, b).

Ministre proposant

Interrogé sur la question de savoir si le projet devait être proposé par le seul ministre-président qui a la Propreté publique dans ses attributions, ou également par le Ministre de la Fonction publique, le délégué du ministre a répondu comme suit :

> « (…) Vu que le Ministre-Président, qui a la Propreté publique dans ses attributions, est le ministre fonctionnellement compétent pour la gestion individuelle de son personnel, l'initiative est prise par lui. (…) ».

Il convient toutefois que les arrêtés de gouvernement soient proposés par tous les ministres qui sont compétents dans les matières faisant l'objet de l'arrêté [4]. L'arrêté en projet sera dès lors proposé et signé, non seulement par le ministre-président qui a la Propreté publique dans ses attributions, mais aussi par le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions.

Mention de la délibération collégiale de l'arrêté en projet

Conformément à l'article 75, alinéa 1er, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, il y a lieu d'ajouter, après la mention des ministres proposants, un alinéa rédigé comme suit [5] :

« Après délibération ».

Dispositif

Articles 1er et 2

Ces articles sont dépourvus du caractère réglementaire requis par l'article 3, § 1er, des lois coordonnées sur le Conseil d'État le 12 janvier 1973. Ils n'ont en conséquence pas été examinés.

---

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 41.

[5] *Ibid.*, recommandation n° 43 et formule F 3-9-2.

Article 3

Invité à expliquer pourquoi il est prévu, à l'article 3 du projet, que les droits de préférence et de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement ne peuvent être invoqués, et prié de justifier cette disposition au regard du principe d'égalité, le délégué du ministre a répondu ce qui suit :

> « Il est proposé de supprimer l'interdiction d'invoquer les droits de préférence et de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968 ».

S'il est donné suite à l'intention ainsi exprimée, l'article 3 du projet sera omis et la numérotation des dispositions subséquentes sera adaptée en conséquence.

Article 6

L'article 6 sera rédigé comme suit [6] :

« Art. 6. Le ministre qui a la Propreté publique dans ses attributions et le ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ».

---

[6] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^os^ 166 et 167 et formule F 4-7-2.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre, président,
	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
Mesdames	M. BAGUET,	conseiller d'État,
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme W. VOGEL, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.125/2/V
VAN 5 SEPTEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede vakantiekamer, op 27 juli 2011 door de Minister-President van Brusselse Hoofdstedelijke Regering verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 9 september 2011 (*), van advies te dienen over een ontwerp van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering "tot vaststelling van het statuut van leidend ambtenaar en adjunct-leidend ambtenaar van Net Brussel, het Gewestelijk Agentschap voor Netheid", heeft het volgende advies gegeven:

(*) Bij e-mail van 29 juli 2011.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Op de vraag of de minister van Openbaar Ambt met het ontwerp had ingestemd, heeft de gemachtigde van de minister als bijlage bij een e-mail van 30 augustus 2011 het document toegestuurd waarbij de minister van Begroting met het ontwerp heeft ingestemd. Ook al is dezelfde minister bevoegd voor Begroting en Openbaar Ambt, dat neemt niet weg dat de uitdrukkelijke instemming van de minister van Openbaar Ambt moet worden verkregen, zodat men er zeker van kan zijn dat hij ook in die hoedanigheid heeft gehandeld en dat het bestuur bevoegd voor Openbaar Ambt heeft meegewerkt aan het onderzoek van het ontwerp. Er moet voor gezorgd worden dat dat voorafgaande vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Volgens het opschrift van het ontwerp wordt daarin het statuut vastgesteld van de leidend ambtenaar en van de adjunct-leidend ambtenaar van Net Brussel, het Gewestelijk Agentschap voor Netheid (hierna het Agentschap genoemd). Bij het ontwerp worden voor die functies echter enkel de graden van directeur-generaal en adjunct-directeur-generaal in het leven geroepen, en de rang en de weddeschaal bepaald.

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, zou het geraden zijn het opschrift van het ontwerp te wijzigen om de beperkte strekking daarvan beter weer te geven.

Aanhef

Eerste lid

Aangezien het ontworpen besluit specifiek rechtsgrond ontleent aan de artikelen 6 en 8, § 2, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid, is er geen reden om ook artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen als rechtsgrond te noemen[1]. Het eerste lid moet derhalve vervallen.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

In het tweede lid (dat het eerste lid wordt) schrijve men “artikelen 6 en 8, § 2;” in plaats van “artikel 6;”

Derde en vierde lid

Het koninklijk besluit van 22 december 2000 genoemd in het derde lid levert geen rechtsgrond op voor het ontwerp en wordt daardoor gewijzigd noch opgeheven. Het derde lid moet derhalve ook vervallen[2].

Dezelfde opmerking geldt voor het besluit van 11 december 2008 genoemd in het vierde lid. Ook dat lid moet vervallen.

Zesde tot negende lid (die het derde tot zesde lid worden)

In het negende lid (dat het zesde lid wordt) schrijve men “advies van de inspecteur van Financiën,” in plaats van “advies van de Inspectie van Financiën”.

Het zesde tot negende lid (die het derde tot zesde lid worden) moeten aangevuld worden met de data van de genoemde adviezen en met de datum en het nummer van het protocol van sectorcomité XV.

De vervulde vormvereisten moeten in chronologische volgorde worden vermeld, te beginnen met het vereiste dat het eerste is vervuld[3].

---

[1] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 23.1.b).

[2] *Ibid.*, aanbeveling 29.

Voordragende minister

Op de vraag of het ontwerp alleen door de minister-president bevoegd voor Openbare Netheid moest worden voorgedragen, dan wel tevens door de minister van Openbaar Ambt, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "(…) Vu que le Ministre-Président, qui a la Propreté publique dans ses attributions, est le ministre fonctionnellement compétent pour la gestion individuelle de son personnel, l'initiative est prise par lui. (…)".

Regeringsbesluiten behoren evenwel te worden voorgedragen door alle ministers bevoegd voor de aangelegenheden waarover het besluit handelt[4]. Het ontworpen besluit dient derhalve niet alleen door de minister-president, die bevoegd is voor Openbare Netheid, te worden voorgedragen en ondertekend, maar ook door de minister bevoegd voor Openbaar Ambt.

Vermelding van de collegiale beraadslaging over het ontworpen besluit

Overeenkomstig artikel 75, eerste lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen moet, na de vermelding van de voordragende ministers, een lid worden toegevoegd dat luidt als volgt[5]:

"Na beraadslaging,".

Dispositief

Artikelen 1 en 2

Die artikelen zijn niet van reglementaire aard zoals vereist in artikel 3, § 1, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State. Ze zijn bijgevolg niet onderzocht.

---

[3] *Ibid.*, aanbeveling 34, b.

[4] *Ibid.*, aanbeveling 41.

[5] *Ibid.*, aanbeveling 43 en formule F 3-9-2.

Artikel 3

Nadat hem was gevraagd waarom in artikel 3 van het ontwerp bepaald wordt dat geen aanspraak kan worden gemaakt op de voorkeurs- en voorrangsrechten toegekend door de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd, en hem was verzocht die bepaling in het licht van het gelijkheidsbeginsel te verantwoorden, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

> "Il est proposé de supprimer l'interdiction d'invoquer les droits de préférence et de priorité accordés par la loi du 26 mars 1968".

Zo daarop wordt ingegaan, moet artikel 3 van het ontwerp vervallen en moeten de daaropvolgende bepalingen dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 6

Artikel 6 moet als volgt worden gesteld[6]:

"Art. 6. De minister bevoegd voor Openbare Netheid en de minister bevoegd voor Openbaar Ambt zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit".

---

[6] *Ibid.*, aanbevelingen 166 en 167 en formule F 4-7-2.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter, voorzitter,
	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
de Dames	M. BAGUET,	staatsraad
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. W. VOGEL, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

B. VIGNERON Y. KREINS